



CSA départemental des Hautes-Pyrénées du 31 mars 2026

Madame l'Inspectrice d'Académie, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les IEN, Mesdames et Messieurs les responsables des services de la DSDEN,

Au lendemain des élections municipales, nous exprimons ici notre inquiétude quant à la montée inquiétante des votes d'extrême-droite dans les Hautes-Pyrénées. Nous craignons que la dégradation des services publics de l'Éducation ne nourrisse, dans nos territoires ruraux, les votes pour les idées de l'extrême-droite que nous combattons sur tous les terrains et à chaque occasion.

Ce CSA s'inscrit dans une semaine de mobilisation engagée par les différentes organisations syndicales, pour la défense des personnels. L'inquiétude, l'insatisfaction et la colère légitime des collègues sont sans ambiguïté : elles traduisent une claire opposition à la poursuite de la dégradation des conditions de travail d'enseignement dans nos écoles. Notre hiérarchie et les décideurs sont totalement déconnectés de la réalité du terrain : ils ne connaissent rien aux métiers des personnels de l'Éducation Nationale, ils ne savent pas ce que représente une école inclusive sans moyen pour les personnels, sans moyen pour les élèves, sans moyen pour leurs familles.

Cette carte scolaire 2026 est une nouvelle occasion de porter les diagnostics suivants pour les écoles maternelles et élémentaires : l'occasion ratée de la baisse démographique pour réparer au plus vite et au maximum une École publique particulièrement malmenée depuis 2017.

Il est plus que jamais indispensable de profiter de la baisse démographique comme levier pour la réussite de toutes et tous nos élèves, et particulièrement des plus fragiles. Lutter contre les inégalités scolaires, qui ne sont que le reflet des inégalités sociales que l'école n'arrive pas à réduire, ne peut se faire sans maintenir les moyens. Le traitement de la difficulté scolaire doit redevenir une priorité en reconstituant les dispositifs d'aide tel que les RASED, la mise en place de « plus de maître que de classe ».

Cette baisse démographique doit aussi évidemment permettre d'améliorer les conditions de travail des personnels dans les écoles en passant notamment par la création de postes suffisants de remplaçant-es afin d'assurer les remplacements des collègues en congé maladie, les formations ainsi que les décharges des directions d'école de moins de 4 classes.

Le budget 2026 de l'Éducation Nationale est un budget d'austérité, qui fait le choix de la poursuite de la dégradation de l'École publique, notamment en milieu rural.

Nous nous opposons à la destruction du service public d'éducation, à la suppression de toujours plus de postes. Nous revendiquons un plan d'urgence pour l'Éducation Nationale incluant la rénovation du bâti scolaire, la création massive de postes, un statut de catégorie B pour les AESH, et une revalorisation immédiate des salaires et traitements de tous les personnels.